



# L'Étincelle

Bulletin d'information de la section de Boucau du Parti communiste français

Decembre 2014

## Éditorial : A tous les Fiers, les Braves, les Généreux par Christian Dubau

Nombreux nous sommes, après avoir voyagé, à revenir avec le profond besoin de retrouver notre pays : ses Institutions, son Education, sa Santé, sa Protection sociale, ses Associations, sa Liberté d'expression... et puis, ses intelligences, ses compétences, ses inventions ses courages, ses solidarités...

Maintenant que le temps s'accélère, que les continents se rapprochent que de nouvelles sagesses ou de nouvelles folies émergent de tous côtés de la planète, que devient notre pays ? Alors que, dans un passé proche, et malgré les années noires du colonialisme, nous étions une lumière et même un phare éclairant au-delà de nos frontières, que devenons-nous ? Il nous faut, pour répondre, au nom de nos espoirs immenses, aller regarder dans nos cuisines, et même dans les écuries d'Augias. Ce n'est pas rose.

Au chapitre des Institutions, l'élection du Président, tous les 5 ans, tourne à la mascarade. Le bal des prétendants a déjà commencé, et comme il est porteur d'audience, grâce aux conseillers en COM, aux promotions, aux éclairages, aux maquillages, aux arrogances, aux entourloupes, aux trahisons, les médias se poulèchent les babines : quelle est celle, quel est celui qui fricotera le mieux et sortira du bal, au bras de Marianne ?

Pendant ce temps, au chapitre de l'Economie, tombent des chiffres incroyables, honteux : la fortune immense des plus fortunés grossit toujours, et le nombre de ceux qui les enrichissent par leur travail, mais en s'appauvrissant eux-mêmes, grossit toujours. Les puissances financières qui n'ont ni patrie ni frontière, nous gouvernent DAVANTAGE que nos propres élus. Pour preuves : EDF dénationalisée, autoroutes bradées, barrages hydrauliques abandonnés aux lobbies, immeubles parfois historiques vendus, clubs de foot marchandisés, tant et tant d'autres avanies... aujourd'hui l'aéronautique de Toulouse menacée. Alors que le patrimoine français s'en va, par petits morceaux, quelles sont les réponses de nos gouvernants ?

Ils rognent, en douceur pour éviter les vagues, sur les salaires, les

retraites, la santé, le code du travail... Sans oublier de mortifier les chômeurs.

Au chapitre de la Morale, aussi important que les précédents, car la morale donne force à une société en marche, la sonnette d'alarme retentit de plus en plus fort. Lors de la dernière mandature, le Président voulut nous apprendre, non pas la littérature française qu'il connaissait très mal, mais le modernisme à la sauce Fouquet's, à savoir, la montre au poignet, genre Bimbo qui a réussi, le yacht de ses amis, les leçons données à la pauvre Afrique, et à d'autres ici, qu'ils soient maires, juges, profs... Mesure t-on bien l'ampleur des dégâts : divisions, ruptures, encouragements à l'individualisme, banalisation des conduites amORALES ? Est-ce passé dans les mœurs que les tennismen français, récemment battus par les Suisses, habitent tous en Suisse ? La morale doit-elle s'arrêter à un certain seuil de richesse ?

Avec le nouveau Président, c'est différent, mais tout aussi sérieux car il fut élu par la Gauche qui voulait écrire un nouveau livre d'Histoire. Que ses volte-face au détriment des travailleurs, que certains de ses proches aient dérivé, menti, volé, n'a fait qu'ajouter au saccage de son prédécesseur. Que le marasme actuel ne semble pas l'atteindre, que sa parole devienne inaudible, cela dépasse l'esprit, même le plus tolérant.

Une question se pose alors : Que faire ? Bien sûr, les élections à venir auront lieu aux dates prévues, mais il faut en urgence que notre Démocratie se METAMORPHOSE, qu'elle intime selon les lois, à ses relais, télévisions ou radios, qu'ils n'ont aucune légitimité à promouvoir, chaque jour, un futur tiercé présumé gagnant... Il incombe donc au Front de Gauche, une grande besogne, et bien des jeunes devraient le rejoindre pour le fortifier, et se fortifier. Il faut que nos énergies deviennent communes, se mettent en mouvement ; c'est par le mouvement que grandira encore plus la conscience de nos forces.





## GDF/SUEZ, ouverture ou dilapidation ?

Dans le précédent numéro de l'étincelle, nous indiquions : « En 2005, GDF est dépecé et à partir de 2007, la part de l'Etat chute de 34 % du capital. Les fournisseurs privés rêvent de faire sauter les tarifs réglementés pour les particuliers. Ils ont aussi saisi l'autorité de la concurrence pour avoir accès au fichier historique des abonnés à GDF. L'autorité leur a donné raison ! » Les règles sur la concurrence sont, depuis le traité de Lisbonne, l'exclusivité du parlement européen et de la commission et non adaptables à chaque pays. Ces derniers jours vous avez probablement reçu un courrier de GDF, votre opérateur pour le gaz, afin que vous indiquiez si vous êtes d'accord que GDF transmette vos coordonnées aux autres opérateurs du secteur de l'énergie.

**Nous vous recommandons de répondre en cochant la case « pas d'accord » et en renvoyant ce courrier dans l'enveloppe « T ».**

En effet, dès la transmission de vos données aux autres opérateurs ceux-ci vont vous « harceler » afin que vous changiez de fournisseur en vous faisant des propositions mirobolantes (blocage des tarifs pendant 2 ou 3 ans par exemple) mais ainsi vous perdrez l'application des tarifs réglementés qui permettent de payer le même tarif de base sur l'ensemble du territoire et qui sont contrôlés par les pouvoirs publics. Le gaz sera facturé selon les aléas de l'offre et de la demande avec des tarifs flottants comme on le voit pour les carburants. L'encadrement des prix par les pouvoirs publics, même si les critères sont loin d'être parfaits, est l'un des derniers éléments qui subsiste de la notion de service public. Une fois de plus, l'État se désengagerait alors du contrôle des prix des services de première nécessité. Refusez la concurrence déloyale et faussée, il y va de votre intérêt de consommateur.

Joël DA SILVA

## ELECTIONS DEPARTEMENTALES: mise au point

Le président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques, et le secrétaire Fédéral du PS se sont exprimés sur les élections départementales de Mars 2015, évoquant un possible accord entre le PS et le PCF sur certains cantons du département dont BAYONNE 2 qui est composé de BOUCAU et de BAYONNE Nord. **Nous tenons à préciser que rien n'a été négocié au niveau départemental avec le PS** et que notre démarche, validée lors de la conférence nationale du PCF les 8 et 9 novembre dernier, consiste à présenter partout des candidats PCF et Front De Gauche porteurs de propositions concrètes pour le département sur des valeurs de gauche.

Nous voulons construire une alternative avec toutes celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique d'austérité du gouvernement. **Nous voulons des candidats qui incarnent la lutte contre l'austérité.**

Dans le contexte, il nous paraît plus important de travailler à construire ensemble un autre avenir que de rechercher à gratter un poste d'élu par de petits calculs politiques. Les citoyens que nous rencontrons n'en veulent pas, nous non plus.

Le bureau de section

## Reconnaissance de l'État Palestinien

C'est avec une grande satisfaction que nous accueillons le vote d'une large majorité de l'Assemblée Nationale invitant: « *le gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine* ». le gouvernement et le président de la République doivent maintenant s'appuyer sur cette résolution pour rejoindre les 135 autres pays qui ont déjà reconnu l'État de Palestine. Le chemin de la Paix passe par là

## La Poste malade de l'austérité.

Il suffit de facteurs malades et des tournées de courrier ne sont plus assurées quotidiennement. Les "valides" boucheront les trous en alternant leur tournée avec celle du collègue absent. C'est ainsi que pendant quelques jours des usagers boucauais ont dû attendre le lendemain pour, par exemple, lire leur journal.

Accident exceptionnel? Allons donc! La Poste reçoit chaque année 700 millions d'euros du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) et affiche 500 millions de bénéfice annuel. N'aurait-elle pas les moyens d'assurer le service public en toute circonstance ?

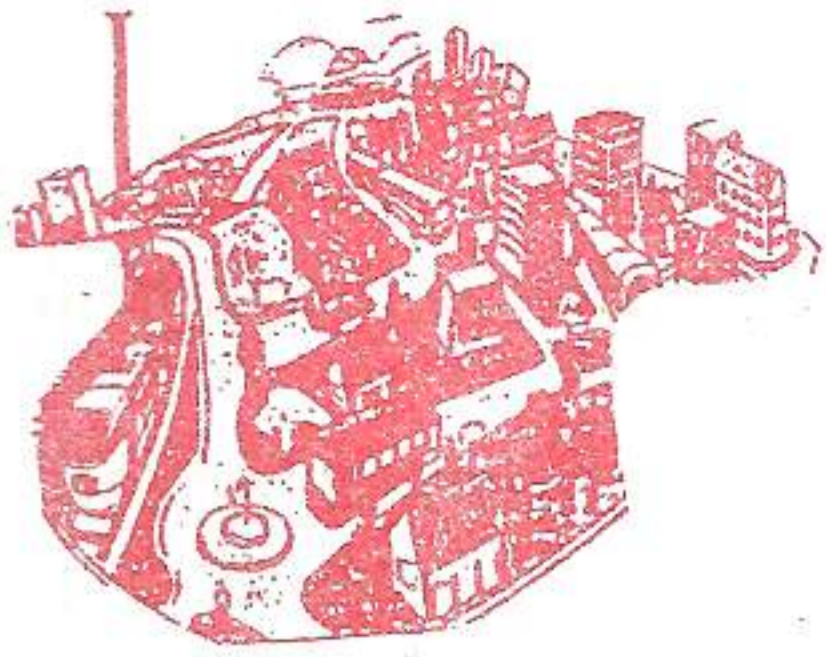
En vérité, c'est la recherche à tout prix d'économies des dépenses publiques et la volonté de libéraliser (privatiser) les secteurs les plus rentables de la filière qui engendrent cette dégradation constante de qualité dont sont victimes personnels et usagers.

Cette politique-là, purement libérale, radicalement de droite, a des apôtres prétendument de gauche. De fieffés menteurs. Une autre est possible dont le but ne sera plus la rentabilité financière mais la qualité et l'efficacité d'un véritable service public et garanti. C'est ensemble qu'il faut l'exiger et la réaliser.

Un usager de La Poste







# TOUR DE VILLE

## Hommage à André Maye

Avec la disparition d'André Maye, à Tarnos, c'est plus qu'une page de l'histoire des luttes des travailleurs, c'est une page de l'histoire des luttes des plus humbles, qui termine le chapitre d'une génération qui a douloureusement souffert dans sa chair. Un type de militant hors du commun, dont la franchise ne plaisait pas à tout le monde.

Simple, modeste, courageux en même temps que sensible, généreux et profondément convaincu de la justesse de la cause qu'il défendait, cause qu'il devait servir durant tant d'années. Homme tourné vers les autres, dont la seule ambition était d'accomplir le plus consciencieusement qu'il pouvait, sa tâche au service de la justice, de l'amitié et de son idéal de fraternité entre tous. Ces valeurs si souvent ignorées de nos jours, regagnent en force dès que l'on fait revivre pour les jeunes le souvenir d'hommes qui les ont si magnifiquement incarnées. André Maye a été l'un d'eux.

Plus que toute autre chose, il aurait sans doute souhaité que l'exemple de son engagement et de son dévouement serve encore après lui

C'est à cela, que répond très justement la volonté de celles et ceux qui furent ses amis et ses compagnons de lutte, de ne pas laisser s'effacer des mémoires, la grande figure qu'il a été.

Merci André



Alain DA SILVA

## Enfin les masques tombent

Francis Gonzalez nous a expliqué durant toute sa campagne qu'il était un homme de gauche. Or, nous apprenons par la presse qu'il a cédé aux sollicitations de Jean Jacques Lasserre (MODEM) et de Jean René Etchegaray (UDI) pour se présenter aux élections départementales de mars prochain. Quelques jours plus tard, on apprend, toujours par la presse qu'il a changé d'avis. Mais le mal est fait : « dis-moi qui sont tes amis, je te dirai qui tu es ».

J.P.C.

## Augmentation de la taxe d'aménagement

Cette taxe est payée par les nouveaux propriétaires sur la commune .Au Boucau, elle s'élevait à 2% du coût de l'opération. Francis Gonzalez l'a augmenté à 5% comme toutes les communes de droites de l'agglomération (Tarnos est à 3%). Les cas d'exonération ou d'abattement qui existaient auparavant sont reconduits à l'identique. Si l'ancienne municipalité avait maintenu ce taux à 2% ce n'était pas par manque de réactivité comme l'affirme Mr Lassabe. Il s'agissait bien d'un choix réfléchi et politique car cette augmentation est une décision inique qui équivaut à une augmentation sélective d'impôts. S'agissant des futurs programmes immobiliers il est évident que les promoteurs s'empresseront de répercuter cette augmentation sur le prix des appartements à vendre. C'est là toute la différence entre une gestion de droite comme la municipalité actuelle et une gestion de gauche comme précédemment. A noter, le représentant de l'UMP Albert Maton est le seul membre de l'opposition qui a voté cette augmentation d'impôt déguisée

J.P.C.

## La ZEP en danger: déshabiller des pauvres pour habiller d'encore plus pauvres.

Au fur et à mesure des années, notre système scolaire, a subi des coupes sombres : suppression de postes d'enseignant, suppression de personnels spécialisés apportant un appui aux éducateurs et aux familles (médecins scolaires, assistants sociaux, conseillers d'orientation)...

Un **plus** restait à BOUCAU, le maintien de la Z.E.P. (zone éducation Prioritaire), avec le réseau de réussite scolaire, ce dispositif garantissant un nombre d'enseignants permettant une prise en charge efficace. En effet, le nombre d'élèves par classe ne pouvant être supérieur à 25 enfants.

Que va-t-il advenir de ce dispositif si souvent menacé et que nous avons défendu bec et ongles ?

De plus, quelques zones géographiques de notre ville étaient classées en zone II (zone prioritaire pour accéder à quelques subventions permettant de développer des activités comme le C.L.A.S. (contrat local d'accompagnement à la scolarité), des animations de quartiers, un **plus** financier pour des associations qui montaient un projet...

BOUCAU va, semble-t-il, être exclu de ces possibilités.

Monique Champagne





## Interdiction de zapper : documentaire exceptionnel !

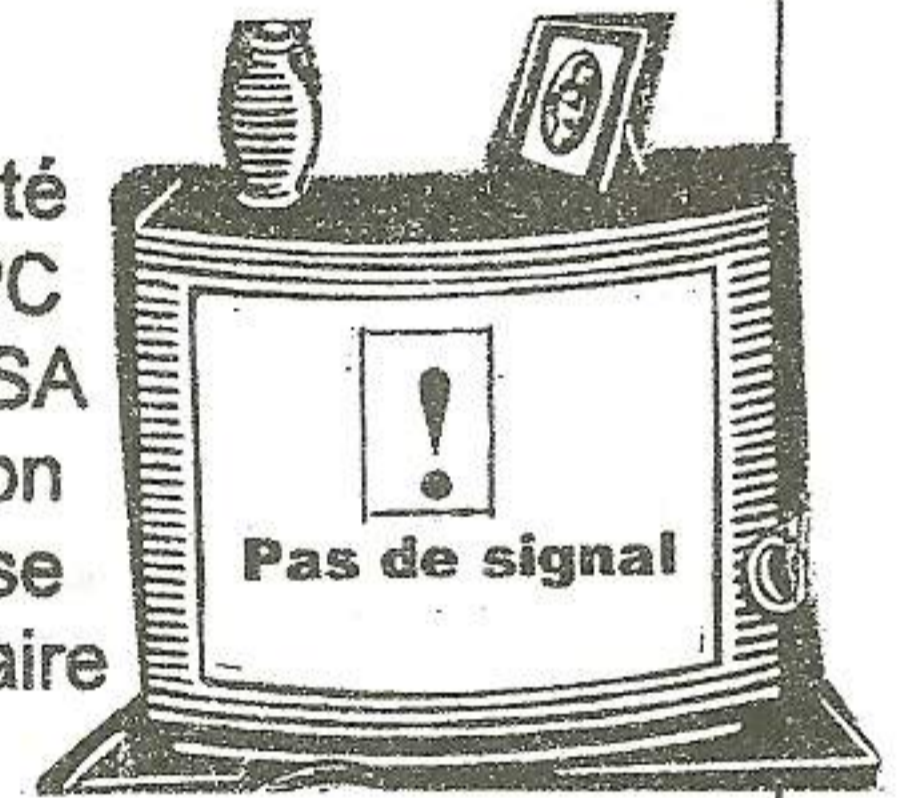
Plus d'un téléspectateur va tomber de sa chaise ; qu'une équipe de télévision propose un voyage à l'intérieur du Parti Communiste a quelque chose de surprenant.

Lors de la présentation du documentaire à la presse, une séquence retenait particulièrement l'attention, celle montrant une assistance de 200 communistes et syndicalistes réunis dans le but de « dessiner une reconquête industrielle ». Partant de la phase de désindustrialisation mais aussi du tournant technologique auquel est confronté l'industrie, ils affrontent la nécessaire préservation de l'écosystème qui implique une transformation « des modèles productifs dans une logique d' « économie circulaire » où les déchets des uns seront les matières premières autres. Et un intervenant de préciser, « ce n'est pas seulement que la finance vampirise l'industrie, c'est plus fondamentalement qu'elle a pris le pouvoir sur les choix de gestion ».

Pas de fiel, du reportage...et sans doute de l'étonnement aussi, que révèle lors d'une autre séquence un zoom appuyé sur le visage du philosophe Alain Badiou affirmant, « Que les pays de « l'occident » soient ce que Marx nommait des « fondés de pouvoir du capital » est bien plus évident aujourd'hui que du temps de Marx lui-même ! »

Sans déflorer davantage l'émission d'une durée de 48 minutes, notons encore un dernier temps fort extrait d'une Tribune libre donnée à l'Humanité par Roland Weyl, avocat et vice-président de l'Association internationale des juristes démocrates et reprise ici : « L'obligation par l'Etat d'assurer un niveau de vie suffisant et l'amélioration constante des conditions de vie des Français est une obligation légale, qui l'emporte sur toutes les autres lois. Dès lors une politique d'austérité imposée pour donner priorité à d'autres dépenses (telles que la rémunération de profits spéculatifs, ou les expéditions militaires) constitue de la part de l'Etat une trahison de sa fonction de service public, un manquement aux obligations qu'il a contractées, et un détournement des deniers publics. »

Le jour de la diffusion ? L'heure ? La chaîne ? Gageons que plus d'un lecteur aura été sceptique vis-à-vis de l'existence d'un tel documentaire. En effet il n'existe pas. Le PC est avec constance ignoré des médias au point que même en période électorale le CSA (conseil supérieur de l'audiovisuel) est amené à remarquer le manque d'équité à son endroit, mais sans plus ! C'est dire qu'aujourd'hui le bouillonnement d'idées qui traverse le PC doit être tu, cela pourrait rejoindre la réflexion d'autres acteurs de la société et faire de l'ombre au scénario-catastrophe complaisamment véhiculé afin de susciter l'accoutumance.



Jean- Claude Morlaas

### Stop au racket ! Renationalisons les autoroutes

En 2005, les concessions d'autoroutes ont été privatisées par un gouvernement de droite pour financer, (déjà), le remboursement de la dette publique. Les groupes Eiffage, Vinci et consorts les ont racheté. Depuis, les péages n'ont cessé d'augmenter : 21,7% depuis 2007 ! Sur 100 euros de péages versés, ce sont entre 20 et 24 euros qui vont directement dans les poches des actionnaires : 14,6 milliards depuis 2006 ! Et le gouvernement voudrait encore que les concessions soient prolongées !

La Cours des Comptes et l'autorité de la concurrence déplorent ce choix. Les parlementaires communistes et du Front de Gauche également. Ils ont déposé à l'Assemblée Nationale et au Sénat une proposition de loi demandant la renationalisation des concessions d'autoroutes.

Lors de sa discussion au sénat le 19 juin dernier, alors que les sénateurs socialistes, écologistes, radicaux de gauche et communistes étaient majoritaires, elle n'a pas été votée. Manquaient les voix des sénateurs socialistes et radicaux de gauche. Pourquoi ce refus ? Au nom de l'austérité, bien sûr, et de la dette.

Certes, il faudrait dans un premier temps financer ce rachat. Cet investissement selon plusieurs études serait vite rentabilisé. Mais après ? Vaut-il mieux que l'argent des péages aille dans les poches des actionnaires ou serve à financer la transition écologique, pour améliorer les transports pour tous ? Pour nous c'est clair, l'urgence écologique et sociale impose notre choix. Si le gouvernement est capable de donner 50 milliard pour satisfaire les exigences du Medef, il doit être capable d'investir pour les autoroutes.

On nous dit maintenant qu'il faut taxer ces sociétés d'autoroutes, mais ce n'est pas la solution. Il faut que les autoroutes dont la construction a été financée en grande partie par les contribuables revienne à l'Etat et donc au peuple.

Une telle solution permettrait également de faire baisser des péages honteusement élevés. Tellement élevés qu'ils ont permis depuis la privatisation de réaliser ces milliards de dividendes pour ces sociétés. Alors que l'on demande tous les sacrifices aux ménages, pour récupérer trois sous, il est temps que la finance paye son tribut, elle en a les moyens !

DES QUESTIONS ? DES SUGGESTIONS ? NOUS REJOINDRE ?

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... CP..... Ville .....

LES  
35H00

PCF

Permanence tous les jeudis de 18h à 20h / tél.09/61/21/20/63 / mail: pcf.boucau@wanadoo.fr /

PCF

LA  
RETRAITE  
À 60 ANS